

L'instauration de l'Etat fort ne signifie donc pas l'isolement du pouvoir. De plus en plus souvent, les revendications locales ou partielles se heurtent directement aux « options nationales », à la « programmation sociale », bref à l'Etat lui-même et à ses représentants. Or les intérêts de l'Etat ne se négocient pas. C'est aussi pourquoi les luttes revendicatives sont souvent usées par une longue escalade hiérarchique qui vient mourir à Paris « où tout se décide », loin du rapport de force local et des contraintes qu'il pourrait imposer. C'est contre ce phénomène que se dressent aussi les mineurs de Kiruna en Suède lorsqu'ils exigent que les négociations aient lieu sur place, à l'usine, et non dans la lointaine capitale sur laquelle ils n'ont qu'une influence diffuse.

Ce mécanisme ne signifie pas que tout le pouvoir soit concentré à un pôle de la société et absent partout ailleurs. Bien au contraire, le blocage des luttes revendicatives témoigne de l'omniprésence du Capital qui charpente l'ensemble de la société ! la vogue des thèmes anti-autoritaires vient en partie de ce qu'un tel pouvoir fort tisse serré le réseau de sa hiérarchie bureaucratique coiffée d'un Bonaparte. La constitution d'un Etat fort ne signifie donc pas l'apparition d'un vaste champ de manoeuvres unitaires où alliés électoraux. Plus l'Etat se prétend au service de la société, c'est à dire en fait de la classe dominante, plus il remplit les pores de cette société ; au moment où il se donne des allures de service social, c'est en fait la société qui se fait Etat. La face de répression ouverte et visible de l'Etat, armée et police, n'est que le prolongement armé et le garant d'un ordre établi qui plonge ses racines dans l'oppression quotidienne au niveau de l'entreprise relayée par une administration étatique de plus en plus développée.

La crise des partis traditionnels dont aucun n'a été épargné en France ces vingt dernières années est l'une des conséquences directes de la décadence du pouvoir législatif du système parlementaire. Il ressort de cette crise que le renforcement de l'exécutif et un pouvoir personnel de type bonapartiste, appuyés sur une société du 10 décembre plutôt que sur un parti politique à l'idéologie définie, fournissent la forme de domination qui convient le mieux au grand capital retardataire en France.

3) Pour avoir les coudees franches dans l'accomplissement de ses projets, la bourgeoisie a besoin d'établir un contrôle étroit sur la classe ouvrière. C'est pourquoi elle fait peser sur le mouvement ouvrier la double menace de l'intégration et de la destruction. D'une part les capitalistes s'efforcent de reconstituer une armée industrielle de réserve, d'autre part ils cherchent à imposer aux syndicats des calendriers de négociations prévues longtemps à l'avance et un programme planifié de concessions sociales, afin d'obtenir l'étalement ou la suppression pure et simple des luttes.

Pour les acculer à cette collaboration permanente et institutionnalisée, l'Etat menace les syndicats par la promulgation de lois anti-grèves.

Devant ce piège, le mouvement ouvrier n'a le choix qu'entre deux voies. Ou bien il met le doigt, puis la main, puis le bras dans l'engrenage de la participation ... Ou bien il s'attaque au mécanisme lui-même, il déchire les mailles du filet, en un mot, il s'engage résolument dans la lutte de classe révolutionnaire. Il n'y a pas de troisième issue. Ceux qui en montrent une ne font qu'amener tête baissée la classe ouvrière se cogner à un décor de carton pâte à de fausses portes et à de fausses fenêtres.

S'il est vrai que la défense des acquis de la démocratie bourgeoise rognée par la bourgeoisie elle-même incombent au mouvement ouvrier, on n'a pas pour autant le droit de propager des illusions fatales en laissant croire qu'est possible le retour au parlementarisme classique et que l'Etat fort n'est qu'un avatar et une péripétie de l'histoire. Ce serait faire tourner à l'envers la roue de l'histoire au risque de s'y briser les os. Le détour par la restauration du parlementarisme bourgeois à travers la démocratie avancée n'est qu'un trompe l'oeil ; la seule issue réelle pour le mouvement ouvrier menacé par les tenailles de l'intégration et de l'écrasement, c'est la lutte énergique et résolue pour la révolution socialiste.

4) Devant les modifications des formes de domination capitaliste, le mouvement ouvrier ne peut rester insensible. Il doit se transformer lui-même dans la mesure où change le terrain sur lequel il se meut. Dans la grande confrontation historique entre Salarariat et Capital, « le sort de l'un reflète le sort de l'autre ».

Mais pour saisir l'importance et les limites de ces transformations, il est nécessaire de comprendre les caractéristiques de la lutte des classes à l'époque du capitalisme. Dans la société capitaliste, les travailleurs, privés de leurs moyens de production et des fruits de leur travail, séparés de l'exercice du pouvoir, tenus à l'écart des connaissances les plus avancées, restent dans leur masse dominés par la bourgeoisie sur tous les plans, politique, économique et idéologique. Rivés à cet asservissement, ils ne peuvent avoir une idée claire des chemins de leur libération et de la société communiste qu'ils sont appelés à construire. Ce n'est qu'au travers de leurs luttes qu'ils parviennent à s'éduquer, à s'élever au dessus de leur horizon quotidien, à acquérir une vision d'ensemble du processus de production. C'est pourquoi, si l'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes et non d'une minorité conspiratrice agissant à leur place, l'action révolutionnaire doit partir pour l'élever du niveau de conscience élémentaire de la masse des travailleurs. Y renoncer signifierait douter des conditions objectives de la révolution et abandonner la majorité des travailleurs retardataires à l'embrigadement contre-révolutionnaire des organisations patronales. De là naît la contradiction fondamentale et permanente entre le but et le mouvement, la nécessité de se lier aux masses sans s'adapter pour autant à leurs simples aspirations immédiates, la nécessité de rester tendu vers le but final révolutionnaire sans pour autant se détourner dédaigneusement du niveau de compréhension et de mobilisation des masses.

De là vient la double tentation du réformisme qui s'adapte au mouvement des masses en renonçant au but final, et du gauchisme qui reste abstraitement fidèle au but mais renonce à se lier au mouvement des masses de peur de s'y compromettre et de s'y noyer.

A l'époque du capitalisme libéral, la social-démocratie avait cru résoudre le problème en distinguant un programme maximum d'un programme minimum. Le programme minimum, « réaliste », permettait au syndicat de mener les luttes quotidiennes, strictement revendicatives, et au parti de rouler sa pelote électorale par une propagande rassurante. Quant au programme maximum, il était réservé aux discours dominicaux, aux grandes commémorations historiques mais ne donnait lieu à aucune application pratique. L'absence de lien entre les deux programmes permettait le jeu de cache-cache par lequel le syndicat mène des luttes contrôlées sans empiéter sur les chasses électorales du parti, tandis que le parti se consacre aux joutes parlementaires sans faire donner les masses organisées par le syndicat. C'est ce vieux système qu'utilise encore le PCF lorsqu'il fait alterner les défilés syndicaux République - Bastille et le dépôt de motions de censure à l'assemblée, les journées nationales d'action syndicales et les campagnes électorales. Pourtant la ficelle est usée. Cette division artificielle entre lutte politique et lutte économique correspondait partiellement à la période d'apogée du parlementarisme. D'un côté, avec des luttes économiques dispersées et morcelées, les travailleurs pouvaient espérer tirer parti de la concurrence entre capitalistes pour vendre au meilleur prix leur force de travail collective. D'un autre côté la lutte politique parlementaire d'où les masses sont absentes, pouvait permettre, fût-ce au prix des alliances les plus curieuses, de glaner des satisfactions de prestige. Les deux conjuguées permettaient aux bureaucraties ouvrières de s'attribuer les victoires partielles et temporaires indispensables au maintien de leur crédit auprès des masses.

A l'époque du capitalisme monopoliste et de l'Etat fort, cette tactique opportuniste devient malaisée. Rosa Luxembourg remarquait déjà en son temps que « le mouvement syndical se réduit de plus en plus à la simple défense des conquêtes déjà réalisées, et que même celle-ci devient de plus en plus difficile ». Et Trotsky en conclut que les syndicats ne peuvent plus demeurer longtemps réformistes parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables : « les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du